



Des documents nouvellement publiés montrent que les autorités sanitaires allemandes ont cédé aux pressions politiques sur les politiques relatives au COVID

Le Dr Stefan Homburg, expert en finances publiques à la retraite, affirme que les responsables de la santé publique et les conseillers scientifiques allemands ont aligné les recommandations du COVID-19 sur des directives politiques plutôt que sur les données disponibles.

Par [John-Michael Dumais](#)

Mondialisation.ca, 05 juillet 2024

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Des documents internes récemment publiés par l'[Institut Robert Koch](#) (RKI), l'agence fédérale allemande de contrôle et de prévention des maladies, révèlent un décalage flagrant entre les connaissances des experts et les messages de santé publique pendant la pandémie de COVID-19.

[Stefan Homburg](#), expert en finances publiques et professeur retraité de l'université Leibniz de Hanovre, a porté à l'attention du monde anglophone "[sept dossiers choquants du RKI](#)" dans une vidéo publiée le 19 juin.

Les documents de janvier 2020 à avril 2021 suggèrent que les conseillers scientifiques ont adapté leurs recommandations médicales et politiques concernant le COVID-19 pour s'aligner sur les directives politiques plutôt que sur les données [scientifiques] disponibles.

Commentant la vidéo de M. Homburg, l'ancien vice-président de Pfizer, [Michael Yeadon](#), a qualifié d'"épouvantable" l'ingérence politique dans l'analyse scientifique et les recommandations du RKI, et de "lâche" le fait que le RKI continue de se conformer.

"Cet événement était entièrement politique"

Le RKI a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la réponse du pays à la [crise COVID-19](#). Les dossiers récemment divulgués comprennent des comptes rendus de réunions internes de l'[équipe de gestion de crise](#) de l'agence.

Initialement gardés confidentiels, les [documents ont été révélés en mars](#) – avec certaines parties fortement expurgées – à la suite d'une [action en justice intentée par le journaliste Paul Schreyer](#), auteur du documentaire "[Jeux de simulation de pandémie: Préparation d'une nouvelle ère ?](#)"

Le 30 mai, le RKI a rendu publiques plus de 2 500 pages, pour la plupart non expurgées, en invoquant "l'intérêt du public pour le contenu des protocoles de l'équipe de crise

COVID-19”.

Selon l’introduction du RKI aux dossiers publiés, les procès-verbaux “reflètent le discours scientifique ouvert dans lequel différentes perspectives sont abordées et évaluées”.

L’institut a averti que les déclarations individuelles contenues dans les documents “ne représentent pas nécessairement une position coordonnée du RKI et ne sont pas toujours compréhensibles sans connaissance du contexte”.

[M. Yeadon a écrit](#): “Je ne pense pas qu’il existe un document équivalent qui admette à plusieurs reprises que cet événement était entièrement POLITIQUE et que les décisions étaient entièrement prises par des personnes politiques non qualifiées sur le plan technique au sommet du gouvernement”.

Les experts le savaient mais ont affirmé le contraire

M. Homburg a expliqué comment les documents du RKI mettent en évidence plusieurs divergences entre les discussions internes des experts et les messages de santé publique :

Gravité de COVID-19 : Contrairement aux messages publics, des discussions internes ont suggéré que le COVID-19 pourrait être moins grave que la grippe habituelle. “Plus de personnes meurent lors d’une vague de grippe normale”, peut-on lire dans l’une des entrées. “Le principal risque de [mourir du COVID-19](#) est l’âge.

“C’est vrai – 83 ans pour être précis, en Allemagne”, a déclaré M. Homburg.

Efficacité des masques : Les dossiers font état d’un manque de [preuves en faveur d’une utilisation généralisée des masques](#). “Il n’existe aucune preuve de l’utilisation de masques FFP2 [également appelés N95, KN95 ou P2] en dehors du domaine de la santé et de la sécurité au travail”, indique l’une des entrées, ajoutant que les informations “pourraient également être mises à la disposition du public”.

“Au contraire, le public a été trompé et forcé pendant des années à porter des masques FFP2”, a déclaré M. Homburg.

Fermeture des écoles : Les experts ont recommandé de ne [fermer les écoles](#) que dans les zones fortement touchées. “La fermeture d’écoles dans des zones qui ne sont pas particulièrement touchées n’est pas recommandée”, indiquent les documents.

Cependant, M. Homburg a fait remarquer que “la même semaine, les politiciens ont décidé de fermer toutes les écoles allemandes pendant des mois”.

Efficacité des vaccins et immunité collective : Dès janvier 2021, les experts du RKI ont remis en question la propagande autour de l’[immunité de groupe](#). L’une des entrées se lit comme suit : “Sommes-nous en train de dire adieu au récit de l’immunité collective par la vaccination ?”.

“L’essai clinique précédent de Pfizer n’avait pas démontré de protection contre les maladies graves et n’avait même pas testé la protection contre la transmission”, a souligné M. Homburg. “Les experts le savaient mais ont affirmé le contraire en public et même devant nos tribunaux.

Effets secondaires des vaccins: Un dossier révèle des inquiétudes concernant des effets secondaires graves du vaccin d'AstraZeneca. "La thrombose sinusale est un effet secondaire du [vaccin d'AstraZeneca](#)", indique le document. "L'incidence est également multipliée par 20 chez les hommes.

M. Homburg a affirmé que peu de temps après cette déclaration, "des hommes politiques allemands ont prétendu recevoir le vaccin d'AstraZeneca". Il a montré des images de divers journaux annonçant des vaccinations par la chancelière [Angela Merkel](#), le ministre de la santé [Karl Lauterbach](#) et d'autres.

Malgré cette reconnaissance interne, M. Homburg note que "les experts n'ont pas informé la population de ce danger, mais ont insisté sur le fait qu'AstraZeneca était sûr et efficace".

Corona était une fraude singulière

Les documents révèlent un niveau préoccupant d'influence politique sur les recommandations scientifiques. L'une des entrées illustre bien cette pression : "Toujours à haut risque, ordre du ministère fédéral de la santé : rien ne sera changé jusqu'au 1er juillet".

Cette directive a apparemment conduit à pousser les évaluations à haut risque malgré la diminution du nombre de cas. Selon M. Homburg, cette ingérence politique a favorisé la poursuite des mandats de lutte contre les pandémies.

"En fait, rien n'a été changé pendant trois ans", a-t-il déclaré. "Pour rappel, à l'été 2020, les cas de Corona approchaient de zéro et le public souhaitait un arrêt des mesures."

Les dossiers révèlent également les craintes des experts de perdre leur rôle de conseiller s'ils ne se conforment pas aux directives politiques. L'une des entrées se lit comme suit : "Si le RKI ne se conforme pas à l'exigence politique, il y a un risque que les décideurs politiques développent eux-mêmes des indicateurs et/ou n'impliquent plus le RKI dans des missions similaires".

"Corona était une fraude singulière", a conclu M. Homburg. "Le virus a remplacé la grippe alors que le nombre total de maladies est resté inchangé.

Les politiciens allemands sont divisés sur la réponse à apporter

La publication de ces documents a déclenché un débat houleux sur la gestion de la pandémie de COVID-19 en Allemagne, qui a atteint le Bundestag. Ce qui suit est adapté du rapport de Schreyer du 30 avril sur [Radio Munich](#) (traduit de l'allemand).

Le 24 avril 2024, le Parlement a délibéré sur une motion du groupe parlementaire Alternative pour l'Allemagne (AfD) visant à créer une commission d'enquête pour réexaminer la période Corona. La commission proposée examinerait les limites des droits d'intervention des États et du gouvernement fédéral et passerait en revue les rôles des acteurs concernés, tels que le RKI.

Le débat a révélé de profondes divisions entre les partis politiques. L'AfD et le Parti démocrate libre (FDP) ont soutenu la création d'une commission d'enquête, tandis que le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts (également appelés Alliance 90) s'y sont opposés, plaidant pour des approches alternatives telles qu'un conseil de citoyens. Les factions de

l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de l'Union chrétienne-sociale (CSU) ont proposé un groupe de travail fédéral-étatique.

Certains hommes politiques ont fait part de leurs inquiétudes concernant les dossiers du RKI. Simone Borchardt, membre de la CDU, a fait valoir que le traitement des documents du RKI, d'abord en les publiant avec des zones noircies, puis en autorisant l'accès aux versions sans texte noirci, suggérait une tentative délibérée de [contrôler ou de limiter l'information](#).

Le débat a également abordé des questions plus larges, certains demandant l'amnistie pour les citoyens qui ont violé les mesures de confinement. D'autres ont mis en garde contre la recherche de boucs émissaires ou la diffusion d'"idées de conspiration sans fondement".

Depuis le rapport Schreyer, le paysage politique allemand a considérablement évolué. Les [élections parlementaires européennes de juin 2024](#) ont vu un déclin du soutien aux partis de la coalition gouvernementale, tandis que l'AfD d'extrême droite a fait des gains substantiels, renforçant probablement la position de ceux qui critiquent la réponse du gouvernement à la pandémie.

[M. Yeadon a appelé à un](#) activisme accru afin d'attirer l'attention sur les révélations de MM. Homburg et Schreyer, en particulier à la lumière du récent "battement de tambour de la 'grippe aviaire'" ou de l'influenza [aviaire](#).

"Cette tâche ne peut être confiée à un petit nombre d'entre nous disposant des informations, car nous sommes si efficacement bâillonnés lorsqu'il s'agit d'atteindre un grand nombre de personnes que les auteurs ne s'inquiètent plus de nous voir nous exprimer", a-t-il écrit.

Historique de M. Homburg, un critique de la pandémie

La [formation universitaire de M. Homburg](#) est très variée, puisqu'elle englobe l'économie, les mathématiques et la philosophie.

De 1996 à 2003, il a siégé au conseil scientifique du ministère fédéral allemand des finances. Il a également été membre de la Commission du fédéralisme du Bundestag et du Bundesrat de 2003 à 2004, et du Conseil du développement durable du gouvernement fédéral de 2004 à 2007.

Il est l'auteur de plusieurs manuels de macroéconomie et de théorie fiscale et a été régulièrement sollicité en tant qu'expert lors d'auditions du Bundestag sur la législation fiscale et financière.

M. Homburg était généralement bien perçu par la presse jusqu'en 2020, date à laquelle il a commencé à remettre en question les politiques de l'Allemagne en matière de pandémie. Depuis, il a écrit des articles scientifiques et des billets de blog sur la crise du coronavirus et des sujets connexes, publié des podcasts et participé à des interviews et à des talk-shows.

En avril 2022, Homburg a publié "[Corona-GETwitter : Chronik einer Wissenschafts-, Medien- und Politikkrise](#)" ("Corona Twitter-Storm : Chronicle of a Science, Media and Political Crisis"), dans lequel il présente ses [tweets relatifs à la pandémie](#) sur X (anciennement connu sous le nom de Twitter).

Regardez "The Abyss - Seven Shocking RKI-Files" de Homburg :

Articles Par : [John-Michael
Dumais](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca